

Assemblée Section Porc 2016

Un cap pour les éleveurs : Répondre aux attentes sociétales Gagner en compétitivité

Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Elus,
Mesdames et Messieurs les représentants des Administrations et des Collectivités,
Chers (chères) Collègues et Partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre Assemblée Générale.

Comme chaque année, notre Assemblée Générale intervient à une période de l'année, toujours plus tendue au niveau conjoncturel. Si nous avons connu des cours positifs ces derniers mois, source d'optimisme, leurs baisses récentes ne sont pas, en dépit de la logique de marché, sans susciter de la crainte chez les éleveurs. Nous sommes marqués par de trop nombreuses années à rentabilité négative, comme l'a très clairement et objectivement démontré le CER dans le cadre de l'étude que nous lui avons confiée et qui a été présentée à l'AG du CRP. Néanmoins, si l'hirondelle ne fait pas le printemps, l'éclaircie des derniers mois nous prouve que le rebond est possible. Les fondamentaux sont là. Nous devons être confiants pour l'avenir de la production porcine.

Gagner en compétitivité, atténuer les distorsions de concurrence

Cette confiance dans l'avenir est notre ressort au quotidien, pour mener nos dossiers, pour poursuivre notre combat sur un axe important : La compétitivité. Elle ne doit plus être considérée comme un tabou par les décideurs politiques. Un tabou qui engendre désindustrialisation, destruction d'emplois et participe à la montée des discours extrémistes, à la tendance au repli. La filière porcine française a très concrètement perdu des volumes et des positions sur l'échiquier européen. Nous, éleveurs mais aussi l'abattage, la transformation et ses salariés, avons connu des arrêts d'élevage et de la « casse » industrielle. Notre perte de compétitivité y est pour beaucoup.

Nous sommes convaincus que notre production, comme beaucoup d'autres en France, peut prospérer, se développer, créer de la richesse. Une harmonisation, fiscale et sociale, à l'échelle européenne est prioritaire.

Les écarts de coût du travail sont encore trop importants. Le débat qui vient de s'ouvrir à nouveau sur le travail détaché est une occasion que la France doit saisir. La production est et restera, aux côtés des abatteurs, en première ligne sur ce dossier, pour faire bouger les choses. Sur la TVA, les démarches entreprises ces derniers mois dans le cadre du collectif, que nous avons créé avec Coop

de France, la FNP, le CRP et les autres régions, avec le soutien d'Inaporc, ont amené les Députés, Sénateurs ou les Ministres à mesurer les enjeux. Ils prennent conscience de la réalité du dumping fiscal pratiqué par l'Allemagne. Malgré tout, l'inaction de certains de nos hommes politiques qui refusent d'intervenir au niveau européen revient à soutenir ces inégalités fiscales à nos dépens.

C'est pour cela qu'indépendamment de la procédure que nous avons engagée, nous demandons d'ores et déjà au Gouvernement et aux parlementaires d'agir pour faire préciser la directive TVA dans le cadre de sa prochaine révision.

Nos politiques doivent défendre les intérêts de nos éleveurs et ne plus laisser une interprétation douteuse de la directive, permettant ainsi aux allemands de frauder avec impunité.

Consolider le Marché au cadran

Même si le défaut de compétitivité pèse structurellement sur nos filières, s'il coûte à notre bassin en nombre d'éleveurs, en emplois, en volume de production, nous ne pouvons pas envisager l'évolution de notre production en étant déconnectés du marché international. Il nous a fallu relancer le MPB. Cela a été compliqué à expliquer médiatiquement. Mais cela a été très bien compris par la majorité des éleveurs. Nous avons assumé nos responsabilités et pris les bonnes décisions. Nous réaffirmons et soutenons que le prix ne peut être décrété mais qu'il doit refléter la réalité du marché. Les éleveurs ne souhaitent pas, à nouveau, revivre la période de fin 2015/début 2016 et repayer une note salée liée à l'absence de fluidité, comme celle engendrée par le bazar orchestré il y a un an. Pour cela, nous devons prendre toutes les dispositions pour permettre au Marché du Porc Breton de fonctionner normalement.

Cela passe par une consolidation des apports au cadran et une participation de tous les principaux abatteurs au MPB. Au-delà de l'établissement du prix, l'enjeu est celui de l'équité entre éleveurs et de l'unicité du prix. Nous sommes aussi attachés à assurer la pérennité de la pesée-classement, transparente et équitable pour chacun des éleveurs.

Non seulement, il faut être en prise avec les marchés mais nous devons assurer la solidarité collective du bassin de production, sans quoi son avenir est engagé. Par ailleurs et en parallèle, si nous intégrons l'évolution du marché, demandeur de segmentations, cela ne doit pas remettre en cause notre attachement à la définition du prix de base.

Investir dans les élevages

Outre la compétitivité liée aux politiques publiques, la modernisation de nos élevages demeure un enjeu important. Les éleveurs sont des techniciens très performants, des managers éclairés ; nous pouvons compter sur des salariés d'élevage motivés, des experts impliqués et très professionnels au sein de nos organisations, des fournisseurs et des clients en recherche permanente d'innovation. D'une manière générale, nous pouvons nous appuyer pour construire l'avenir sur un maillage professionnel, de femmes et d'hommes, ancré au territoire.

Nous avons obtenu des avancées significatives pour faciliter les projets (réformes des ZES et des Installations Classées). Le PCAEA permet dorénavant aux éleveurs de porcs d'accéder aux aides à l'investissement, historiquement réservées aux ruminants, avec un plafond porté dorénavant à 50 000 euros. J'en profite d'ailleurs pour saluer l'engagement positif du Conseil Régional et des services de l'Etat à nos côtés sur ce plan, aujourd'hui opérationnel au niveau de l'instruction. Si le

dispositif actuel est le fruit d'une concertation positive menée avec la profession, il doit être confirmé pour donner de la lisibilité, pour accompagner l'accélération des investissements, et non pas détricoté par des décisions unilatérales en marge de la profession. Il devient aussi urgent que FranceAgriMer soit opérationnel sans délai pour mettre en paiement les soldes de subventions aux éleveurs. Beaucoup de conditions sont donc réunies pour avancer.

Nous ne pouvons qu'encourager les éleveurs à s'engager dans des projets, à investir pour, chez les uns, gagner en cohérence dans la chaîne de production, chez d'autres, améliorer les conditions de travail ou encore développer la production. Chers éleveurs, si vous avez des projets, vous êtes dans le vrai. C'est le message que nous portons collectivement aujourd'hui et oriente l'action de nos OP sur le terrain.

Elles sont là pour les accompagner, les conseiller. C'est aussi ce message positif que nous adressons aux jeunes qui entrent dans la vie active et désireux de s'engager dans des métiers, des voies qui permettent d'être en mode projet.

Finaliser le projet de gouvernance sanitaire

Je n'aborderai pas tous les dossiers techniques sur lesquelles nous travaillons à l'UGPVB. J'aborderai l'environnement dans le rapport d'orientation toutes sections mais je tiens d'ores et déjà à remercier Bernard ROUXEL pour son implication sur ces dossiers compliqués, consommateurs de temps et d'énergie. En qualité, nous poursuivons nos démarches de progrès dans le cadre de notre commission qualité présidée dorénavant par Jean Pierre SIMON, dont j'apprécie le discernement et la capacité à prendre de la hauteur. En sanitaire, nous accentuons nos travaux pour tendre vers l'excellence, notamment sur le SDRP et la biosécurité. Cela passe, au niveau collectif, par la surveillance et le contrôle des mouvements d'animaux mais aussi le respect de pratiques rigoureuses concernant le transport. Les audits en cours concernant les plateformes de lavage et la signature de la chartre SDRP vont dans ce sens. Bravo à Bernard CHRETIEN pour avoir transformé l'essai.

Concernant la protection sanitaire de l'élevage français, nous demandons au Gouvernement de prendre des dispositions drastiques pour interdire, en France, les importations de sangliers en provenance de pays touchés par la Peste Porcine Africaine.

Si ce commerce pratiqué par certains milieux influents est irresponsable, l'inaction de l'Etat, que nous tiendrons pour responsable en cas de crise, le serait tout autant.

Par ailleurs, je profite de ce chapitre sanitaire pour saluer aussi Marcel CORMAN, Président de l'OVS Porc Bretagne, qui, avec constance et perspicacité, a convaincu notre administration régionale sur un schéma de gouvernance sanitaire qui laisse à la profession porcine le soin de piloter son sanitaire.

Que du bon sens finalement ! Des orientations de principe ont été actées. Nous passerons très vite, je l'espère, aux travaux pratiques en collaboration avec l'Etat dans les prochaines semaines pour définir des règles collectives de gouvernance assurant un respect mutuel entre GDS et l'OVS Porc Bretagne, chacun ayant son champ de compétences propres.

100 % de l'offre regroupée pour répondre aux attentes sociétales

Bien évidemment, si nous invitons les éleveurs à investir, c'est aussi parce que nous avons un cap, un horizon que nous dessinons avec un environnement qui évolue très vite. Nous intégrons parfaitement la réalité des attentes sociétales. Elles portent sur de nombreux axes : le bien-être animal, le sanitaire, l'environnement, le social. C'est dans cet esprit que nous nous sommes engagés dans la démarche ID² dont notre livret « Indicateurs Développement Durable de la production porcine » a été diffusé à l'ensemble des éleveurs de porcs bretons.

J'en profite aussi pour vous informer, avec une certaine fierté, que notre livret vient d'être officiellement mis en ligne sur le site du Pacte Mondial, créé par les Nations Unies, pour inciter les entreprises du monde entier à adopter une attitude socialement responsable. Nous sommes précurseurs.

Dorénavant, nous souhaitons aller plus loin en proposant un pacte aux consommateurs et aux citoyens. Comme nous l'avions annoncé, il y a un an, nous avons poursuivi nos travaux.

Nous nous étions engagés à rédiger un cahier des charges solide, c'est fait ! Nous voulions, sur la base de ce projet, regrouper l'offre de 100 % des OP françaises, c'est fait ! Nous voulions agir en rang serré, organisations économiques et syndicales, Coop de France et FNP, c'est fait ! La balle est dorénavant dans le camp des distributeurs.

Notre projet s'inscrit dans la droite ligne des déclarations de leurs représentants en 2015. Nous comptons sur eux pour nous rejoindre et construire avec nous la réponse qu'attendent les consommateurs et les citoyens. Pour notre part, nous sommes prêts.

Promouvoir le métier

Avant de conclure, un petit mot sur la communication. C'est un sujet qui fait débat dans nos rangs.

Nous avons fait de belles choses et nous en sommes fiers. Non pas uniquement parce que les communications ont été réussies en tant que telles, mais surtout parce qu'elles ont suscité des initiatives, une démultiplication des actions de communication : la fierté du métier s'affiche en bordure de RN12 chez des fournisseurs, Agri Cornouaille dans le pays Bigouden, Grouin de Folie à Lamballe, Pig Pondi à Pontivy, etc....

Bravo à David RIOU pour avoir su créer un lien positif avec la société, mais aussi fédérer au sein de notre grande famille porcine. Pour l'avenir ? Nous ne pouvons pas ignorer la baisse de consommation et la montée en puissance des mouvements anti-viande. Plus que jamais, il nous faut continuer à communiquer auprès du grand public pour expliquer notre métier, nos pratiques auprès des bretons.

Définir une stratégie et bâtir un nouveau projet interprofessionnel

Au-delà, nous nous devons de bâtir une réelle stratégie de filière et définir les moyens de communication qui en découlent. Le consommateur demande le « Porc Français », le citoyen

exprime des attentes au niveau sociétal, nous travaillons à une démarche de progrès dans le cadre du Contrat d'Avenir Sociétal, la synthèse n'est plus très loin pour bâtir un nouveau projet interprofessionnel, celui qui peut naître dans le prolongement de la crise que nous avons vécue à INAPORC avec le départ de la FICT.

Mais si une nouvelle page doit s'écrire, nous devons l'envisager avec le retour de la transformation. Elle a vocation, compte tenu de son poids dans la valorisation de notre production, de son exposition médiatique, à assumer une responsabilité de premier plan dans ce nouveau projet interprofessionnel.

En conclusion, je tiens à remercier l'ensemble des administrateurs et les Présidents des commissions pour leur implication dans nos travaux. Des travaux trop souvent ignorés par les éleveurs eux-mêmes. C'est pour cette raison que, sur proposition du Bureau restreint, nous adresserons, à chaque éleveur propriétaire d'animaux, le rapport d'activité.

Je tiens aussi à saluer et à remercier nos partenaires régionaux aux côtés desquels nous agissons quotidiennement. Je tiens aussi à saluer nos partenaires nationaux : COOP de France, l'Association Nationale Sanitaire Porcine, BDPORC et Inaporc et aussi nos amis de BREIZ Europe qui ont su, cette année encore, nous accompagner très positivement pour représenter et défendre nos intérêts sur la place bruxelloise.

Merci enfin à tout le personnel de l'UGPVB pour son travail, son expertise mais aussi son implication passionnée à nos côtés.

Merci.

Michel BLOC'H.

Président.